Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



n° 64

p.a.f. 0,60 € - septembre 2016

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Contre les licenciements : les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces !

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Lois anti-burkini : une démagogie dangereuse

Les arrêtés interdisant le port du burkini sur certaines plages pris en France ont aussi fait parler en Belgique. Théo Francken, NVA, déclare être pour l'interdiction du burkini car il est « contre tous les éléments qui sont des éléments de soumission des femmes" et Christophe Cordier, porte-parole des libéraux francophone estime que « le burkini est un symbole de repli identitaire et d'asservissement de la femme. Le port du burkini n'encourage pas le vivre-ensemble."

Quelle hypocrisie ! Qu'ont fait leurs partis pour lutter effectivement pour le droit des femmes, contre leur précarisation croissante, les temps partiels, le chômage, le manque de places en crèche ?! C'est cela, « vivre-ensemble » ?!

Le voile religieux, et sa version absurde du burkini, véhiculent certes des préjugés rétrogrades sur les femmes. Mais en utilisant le burkini comme un épouvantail pour masquer leur impuissance face au terrorisme et faire diversion face à la crise et au chômage, les politiciens tant belges que français creusent délibérément un fossé entre les communautés, et ce sont les travailleurs qui en payeront les conséquences.

Une sainte à leur image

Le pape vient de canoniser la célèbre Mère Teresa. Cette « sainte » femme prêchait que l'avortement était le plus grand danger de la terre et que les pauvres « souffrent comme le Christ ». Et avec ça, elle était proche de l'ultra réactionnaire Opus Dei.

C'est bien la morale de l'Église : faire la charité aux pauvres, mais tout faire pour justifier leurs souffrances sur terre et les leur faire accepter en silence.



Manifestation en Pologne avant l'été pour préserver le droit à l'avortement menacé. Pour ne pas devoir réutiliser le cintre... n'en déplaise à la sainte Teresa

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Contre les licencieurs, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces

Face à la décision du groupe Caterpillar de fermer le site de Gosselies, le monde politique est gagné par la radicalisation… des paroles. Au point que même le président du MR de Charleroi, Olivier Chastel, se laisse aller à parler de « réquisition », prenant cependant garde d'ajouter « si c'est légalement possible ». Paul Magnette, pas en reste, se met dans des rages dignes d'un acteur d'Hollywood pour dénoncer les multinationales et le « capitalisme sauvage ».

Voilà pour le cinéma. Mais ce n'est que la reprise d'un vieux navet, vu et revu des dizaines de fois.

Ils ont vitupéré lors de la fermeture des hauts fourneaux à Liège par Arcelor Mittal, ils ont promis de «tout faire» contre General Motors, puis Ford, mais dans les faits, ils n'ont rien fait et ont laissé les patrons des entreprises licencier à leur guise, y compris ceux de grandes entreprises bien de chez nous, comme Delhaize et Bekaerts, Agfa ou AB Inbev…

Les mêmes nous disaient en 2008, après la crise bancaire, qu'ils allaient contrôler les banques, qu'il fallait en finir avec l'opacité, que les banques devaient rendre des comptes. 8 ans après, ils continuent à injecter des milliers de milliards de dollars et d'euros dans le secteur financier qui spécule de plus belle.

Et là aussi, les emplois trinquent, hier dans les banques, aujourd'hui chez Axa, demain dans d'autres sociétés financières…

Les dirigeants politiques qui se relaient aux affaires et qui nous parlent de réquisition aujourd'hui, n'ont jamais imposé la moindre contrainte sérieuse aux capitalistes. Ils sont à leur service !

Tous n'ont comme seule perspectives que « d'attirer des investisseurs » en étant encore plus généreux à leur égard que le gouvernement voisin. Alors, même s'ils réquisitionnaient réellement le site de Gosselies, ce serait au mieux pour y installer le ou les capitalistes suivants et les gaver à nouveau de subventions et de cadeaux de toutes sortes. Par contre de garantie pour l'emploi, il n'y en aura aucune, car les capitalistes auront toujours la même facilité à licencier, dès que leurs dividendes ne leur semblent plus assez gros. Quant aux salaires et aux conditions de travail, au nom de l'emploi, on demandera aux travailleurs d'accepter de nouveaux sacrifices.

Alors les travailleurs ont-ils perdu d'avance ? Non, s'ils ne se laissent pas berner par les serviteurs des capitalistes qui se relayent dans les coalitions gouvernementales et s'ils ne s'alignent pas sur les dirigeants syndicaux qui ne prêchent que la négociation. Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces.

Oui, les travailleurs peuvent devenir une force, à condition de ne pas se laisser enfermer dans des fausses perspectives de sauvetage d'un « joyau industriel carolo », après « la sidérurgie liégeoise » ou encore du « savoir-faire automobile flamand ». Car c'est la façon habituelle des dirigeants d'isoler les travailleurs chacun dans son secteur, chacun dans son entreprise... pour être battus les uns après les autres, au lieu de se défendre tous ensemble.

Ce qui peut changer le rapport de force, c'est une mobilisation qui dépasse chaque entreprise, chaque secteur, chaque région au fur et à mesure qu'ils sont directement touchés. Aucun travailleur ne doit se voir privé de son salaire, qu'il assemble des bulldozers, qu'il soit assis à une caisse de supermarché ou qu'il travaille derrière un ordinateur chez Axa.

Ils nous disent que c'est la crise. Mais quand les affaires vont bien, ce sont les actionnaires qui empochent les profits, à eux de payer quand ça va mal !

Les capitalistes réalisent leurs profits au détriment de nos emplois et nos salaires. A nous de sauver nos emplois et nos salaires en prenant sur les profits pour répartir le travail entre tous, sans perte de salaire !

Caterpillar et d'autres entreprises aux lointains actionnaires ne se laisseraient pas impressionner par une mobilisation des travailleurs en Belgique ? Cela reste à voir. Mais avec une mobilisation suffisamment forte, les gouvernements qui versent aujourd'hui des milliards à fonds perdu dans les poches des capitalistes, seraient contraints d'employer l'argent public dans des domaines utiles à la collectivité, comme l'éducation, les hôpitaux, les logements… ce qui créerait massivement des emplois.

Oui, les travailleurs ont tout intérêt à se préparer à une lutte de grande ampleur pour l'emploi et les salaires et à en discuter dès maintenant autour d'eux. C'est la seule perspective qui permettra aux travailleurs de ne pas finir nombreux dans la misère !

Allemagne : conflit entre Volkswagen et ses fournisseurs

Depuis le 18 août, Volkswagen a renvoyé chez eux près de 28 000 travailleurs, de 6 usines allemandes du groupe, pour cinq jours, pris sur leurs congés, comme le permet l'accord d'entreprise. Cela parce que deux entreprises (du groupe Prevent) ont cessé de livrer des pièces parce qu'elles n'acceptent pas les nouvelles conditions que veut leur imposer Volkswagen.

Suite au coûteux scandale des moteurs diesel truqués, Volkswagen a récemment exigé de ses fournisseurs des concessions de plusieurs milliards d'euros sur les prix. Ce que conteste le groupe Prevent qui fourni des revêtements de sièges et des pièces pour boites de vitesse.

Dans la concurrence entre entreprises, même partenaires, les plus grosses imposent leur volonté aux petites ; mais, comme dans toutes les batailles militaires, les victimes sont les sans-grade, en l'occurrence les ouvriers.

VW tente de faire payer le prix de ses magouilles à ses fournisseurs et aux travailleurs pour ne pas toucher à ses profits. Profits qui suffiraient amplement à maintenir les salaires de tous les ouvriers !

Toyota Onnaing : mensonge au kilo…ou à la livre ?

Les travailleurs de Toyota Onnaing (France) ont eu une démonstration brillante du savoir-faire hollywoodien de leur direction à la rentrée après les congés.

La direction, visage chagrin des mauvais jours, a expliqué à l'ensemble des ouvriers qu'avec la baisse de la livre sterling suite au Brexit, elle allait gagner 2 000 € de moins sur chaque Yaris vendue au Royaume Uni, ce qui allait peser négativement sur les comptes de l'entreprise !

Elle a juste « oublié » de mentionner les profits supplémentaires générés lors de l'exportation de voitures et de moteurs produits en Angleterre vers la zone euro… et de rappeler que Toyota a réalisé un bénéfice record de 20 milliards d'euros en 2015.

Le directeur de Toyota Europe gagne 15 340 euros par jour, samedis et dimanches compris. Ça fait cher le mensonge.

Caterpillar : Licenciements planétaires

Suite à la fermeture de l'usine Caterpillar de Gosselies en Belgique, une partie de la production serait rapatriée sur les usines à Echirolles, près de Grenoble.

« Le malheur des uns ferait le bonheur des autres ? » pourraient penser certains. Eh bien même pas ! Car une partie de la production d'Echirolles partirait au Brésil et il y aura non seulement du chômage technique au programme mais aussi une restructuration. Et une centaine de départs soi-disant volontaires sont en préparation !

Des centaines d'emplois sont aussi supprimés dans les usines américaines du groupe qui fabriquent les engins utilisés dans le secteur minier, en déconfiture en ce moment, suite aux hausses de production spéculatives de ces dernières années.

Dans ce Monopoly à l'échelle mondiale, ce sont toujours les travailleurs qui trinquent, tant qu'ils ne se font pas craindre.

Excavatrices et pompes à profits

Entre Caterpillar Belgique et les actionnaires, il n'y a pas moins de 6 entreprises financières différentes qui se détiennent successivement, un peu comme les poupées russes qui s'emboitent les unes dans les autres.

En remontant d'étage en étage, on passe d'un paradis fiscal à l'autre : Belgique, Luxembourg, Suisse, Bermudes, Delaware…Ce montage complexe sert évidemment à éluder l'impôt et à mettre les profits en sécurité. Alors qu'en 2000, le chiffre d'affaire de Caterpillar Belgique était de 1,2 milliard €, il est tombé l'année suivante à moins de 300 millions. En effet, le produit des ventes revient à une société basée en Suisse… où les bénéfices sont taxés à seulement 10%.

Une telle structure est légale, même si les chiffres déclarés ne correspondent manifestement pas à la réalité. En divisant le chiffre d'affaire de 2015 du site de Gosselies par le nombre de machines assemblées, on obtient un prix moyen par excavatrice de 100 000 €. En occasion, elles sont vendues au double ou au triple… Et leur prix réel est encore bien plus élevé.

Cette facilité qu'ont les groupes capitalistes de déplacer leurs profits à leur guise résulte de la complicité des gouvernements. Il est grand temps que les travailleurs mettent le nez dans les comptes des entreprises pour défendre les emplois et les salaires.



Profits et licenciements à la pelle

Rentrée scolaire : Trop cher !

Un sondage réalisé par la Ligue des familles en communauté française en 2016 chiffre le coût d'une année scolaire (fournitures, sorties, voyages, transport et repas), par an et par enfant à 1 225 € en primaire et 1 550 € en secondaire. Soit l'équivalent d'un mois de salaire, au minimum. Et ce montant est encore plus élevé dans l'enseignement technique et professionnel car s'y ajoute le coût du matériel professionnel.

L'Etat trouve de l'argent pour baisser les impôts des plus riches, pour acheter des avions de chasse…mais pas pour donner les moyens d'apprendre aux jeunes !

Etudiants exploités

En 2015, 11 millions de jours de travail ont été prestés par des étudiants, une augmentation de 7% par rapport à 2014.

De plus en plus d'étudiants sont ainsi contraints de fournir une main d'œuvre bon marché, car exonérée d'impôts et de cotisations sociales.

Le coût des études de plus en plus chères repose sur les épaules des étudiants et leurs parents. L'Etat, lui, préfère soutenir la spéculation financière et livrer les étudiants comme chair à exploiter au patronat.

La précarité ne connaît pas la crise

Le secteur intérimaire sabre le champagne : en 2015, 584.332 travailleurs ont presté au moins un jour en intérim. Une augmentation de 20% en 2 ans.

Et si le travail intérimaire pouvait, il y a quelques années, être présenté comme une entrée sur le marché du travail pour les jeunes jusqu'au décrochage d'un CDI, il s'impose aujourd'hui aussi aux plus vieux : 9,8% des travailleurs en intérim ont plus de 50 ans !

Bpost: Travailleurs belges ou réfugiés tous unis face à l'exploitation !

Bpost a déclaré être prête à engager des réfugiés pour combler son manque de personnel.

Les conditions de travail, de contrat, le salaire n'ont cessés de se détériorer ces dernières années à la poste et BPost espère sans doute pouvoir imposer des conditions de travail et de salaires encore pires aux réfugiés.

En 2015, BPost a distribué 258 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires, dont l'État reste le plus important. Il y a donc de quoi augmenter les salaires de tous les facteurs qu'ils soient belges ou réfugiés !

Mais pour arriver à prendre sur les profits pour améliorer les salaires et les conditions de travail, il faudra la lutte résolue de tous les travailleurs !



C'est la fête !

Le 8 octobre, de 15h à minuit, c'est la fête de Lutte Ouvrière à Villeneuve-d'Ascq, près de Lille.

Au programme : le traditionnel banquet de moules-frites, des débats, de l'animation et des jeux pour les enfants, une librairie, et pour finir : le bal !

Les débats politiques :

L'avenir appartient au communisme

Le terrorisme : fruit pourri de l'impérialisme

La lutte continue contre la loi Travail et les attaques du patronat



Avec la participation de Nathalie Arthaud, candidate de Lutte Ouvrière aux élections présidentielles.

Allocution à 19h.

Entrée : 5€, repas 9€. Pour des cartes et les départs collectifs de Belgique, nous contacter !

Gros cadeau fiscal en échange d'un… gros cadeau fiscal !

Le gouvernement s'apprête à baisser le taux nominal des impôts des sociétés (ce qu'elles devraient normalement payer, si elles n'avaient pas recours aux intérêts notionnels et autres astuces prévues par la loi). De 33,99%, ce taux d'impôt devrait passer à 25% ou 20%... Qui dit mieux ?

En échange, et surtout pour faire passer la pilule auprès des salariés qui payent le gros des impôts et n'ont pas la possibilité de tricher, le gouvernement promettait de supprimer les intérêts notionnels des grandes entreprises.

La FEB proteste : les patrons veulent la baisse de l'impôt sur les sociétés ET les intérêts notionnels !

Ils peuvent compter sur la Commission européenne qui annonce étudier un élargissement du système des intérêts notionnels à toute l'Europe, afin de créer des conditions équitables (à 1% d'impôt partout ?).

On a compris : le cadeau n'aura pas de contrepartie, mais un supplément. Et si on laisse faire, il sera pour notre pomme.

Au service de son maitre

La N-VA demande la suppression des plafonds salariaux pour les directeurs des entreprises publiques.

En 2014, le gouvernement avait décidé de limiter les rémunérations des patrons d'entreprises publiques cotées en bourse à 650.000 euros brut par an ! Une « limitation » non respectée du reste par les directeurs de Proximus et Bpost. Les salaires des patrons des entreprises publiques non cotées en bourse sont eux « limités » à 290 000 euros.

Cela est donc encore trop peu pour la N-VA… Cette déclaration de la N-VA est tout un symbole du camp qu'ils ont choisi, celui des riches et des patrons.

La réforme des pensions…

Le gouvernement prépare une nouvelle réforme des pensions en toute discrétion. Un des projets du ministre Bacquelaine (MR) est de limiter à 5 années la prise en compte des périodes assimilées pour les périodes de chômage et … de prépension. De plus, ces années seraient calculées sur base d'un salaire minimum et non du dernier salaire. Un travailleur mis en prépension (aujourd'hui en RCC) à 58 ans, et qui serait retraité à 65 ans, perdrait donc deux années des 45 annuités nécessaires pour une pension complète. Et cela sans compter les pertes supplémentaires dues aux éventuelles périodes de chômage durant sa carrière.

… « com » et réalité

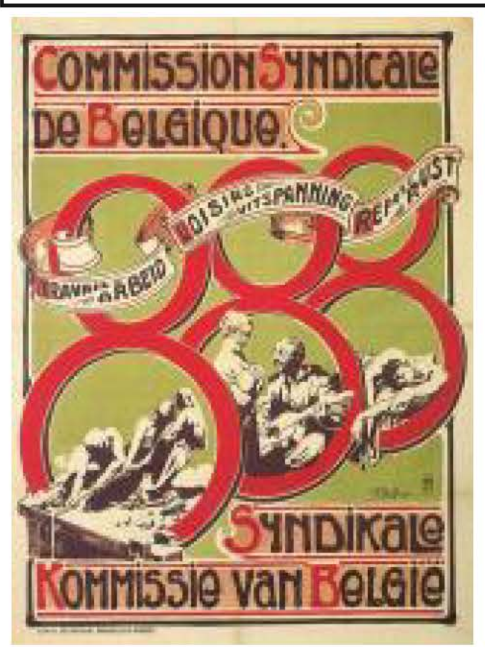
Le gouvernement prétend que sa réforme des pensions donnera droit à la pension minimum plus tôt (après 20 années de travail au lieu de 30 actuellement). Cela sera peut-être vrai pour celui qui aura travaillé à temps plein et sans interruption pendant 20 ans, mais pas pour la majorité des travailleurs qui connaissent des périodes de chômage, du temps partiel, la prépension ou des congés maternité, ces périodes n'étant plus prises en compte pour acquérir ce droit.

C'est de la disparition de la pension minimum pour des centaines de milliers de futurs pensionnés qu'il est question !

Ce n'est pas aux travailleurs de payer

La dette publique de la Belgique continue d'augmenter : elle s'élève désormais à 109,2 %, contre 106% fin 2015. Où sont passés ces 12,3 milliards d'euros dépensés pour la seule année 2015?

Voilà la question que les travailleurs devraient poser face aux gouvernements qui leur imposent toujours plus de sacrifices au nom de cette dette dont ils n'ont pas vu le moindre sou !



Affiche de 1921: 8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de repos...
Une revendication pour laquelle les travailleurs du monde entier se sont battus!

Peeters persiste et signe

Durant le mois de juillet, le ministre du travail Kris Peeters a confirmé les mesures de l'annualisation du travail : les 38h par semaine, calculées non plus sur une base mensuelle mais annuelle, permettraient aux entreprises d'imposer plus fréquemment, et sans payement d'heures supplémentaires, des journées de 9h, des semaines de 45, voire 50 heures.

Le ministre va même plus loin, en prévoyant, « pour les entreprises exposées à la concurrence internationale, de calculer la durée du travail sur plusieurs années, comme dans l'industrie automobile ».

Et qui empêchait ces entreprises de licencier leur personnel après les avoir pressurés quelques années, 'comme dans l'industrie automobile' ? En tout cas pas Kris Peeters, qui comme ministre-président du gouvernement flamand s'est aplati devant Opel ou Ford !

Un gouvernement au service des patrons… peut en préparer un autre !

Cette rentrée, il y a au moins un ministre qui peut se remettre au travail en sachant qu'il va faire des heureux !

Non, ce n'est pas Daniel Bacquelaine, le ministre MR des pensions. Avec sa réforme, qui prévoit notamment de limiter à 5 ans la prise en compte des « périodes assimilées » de chômage et de prépension, il sait qu'il se prépare à baisser la pension de centaines de milliers de futurs pensionnés.

Ce n'est pas non plus Sophie Wilmès, la ministre MR du budget, qui doit proposer 2,4 milliards € de nouvelles mesures d'austérité, alors que 5 autres milliards seront à trouver d'ici 2018. C'est au total l'équivalent de 300 écoles, qui ne seront pas construites ou rénovées malgré le manque de places. Mais on pourrait bien sur exprimer ces économies en nombre de suppressions d'emplois publics, de gares, de bibliothèques ou de services de cardiologie…

Ce n'est évidemment pas Kris Peeters, le ministre CD&V de l'emploi. Avec l'annualisation du temps de travail, Peeters veut permettre aux entreprises d'imposer à leurs salariés des journées et des semaines plus longues sans que cela entraîne de payement d'heures supplémentaires ou de congés de récupération. Il veut aussi renforcer le mécanisme de blocage des salaires, en interdisant les accords sectoriels ou d'entreprises accordant des augmentations de salaires. Et pour pouvoir continuer à justifier ces mesures par « la compétitivité » des salaires belges par rapport à ceux des pays voisins, Peeters ne veut plus que soit intégrée aux calculs des coûts salariaux la baisse des cotisations patronales de 33 à 25% décidée l'année passée.

Non, le ministre des heureux c'est Johan Van Overtveldt, le ministre NV-A des finances, qui entreprend une baisse de l'impôt des sociétés. Certes, tout le monde savait que le taux de 33,99% d'imposition sur les bénéfices des entreprises n'était qu'une fiction, tant se sont multipliées niches ou cadeaux fiscaux en leur faveur, et pas seulement pour les plus grandes. En 2015 par exemple, AirBnB n'a payé sur son bénéfice de 62 millions € que 0,01% d'impôts.

Mais toutes ces niches, ces exceptions, ces arrangements spéciaux comme les « intérêts notionnels », ou les « excess profits ruling », cela sentait trop le paradis fiscal et la fraude plus ou moins légale qu'elle implique vis-à-vis des autres pays. L'Union européenne s'efforce d'ailleurs de mettre en place des règles pour rendre ces pratiques plus difficiles.

C'est pourquoi les gouvernements européens choisissent de se rabattre sur une baisse générale du taux d'imposition des entreprises. Pour contrer les effets du Brexit, le gouvernement britannique annonce un taux de 15%. Le premier ministre français, Manuel Valls, tente de suivre, avec un taux de 28%. Et en Belgique ? 25 % ? 20 % ? Chaque parti gouvernemental lance sa proposition.

Les Etats se bousculent pour offrir leurs faveurs fiscales aux capitalistes, non plus de façon honteuse et cachée, mais décomplexée.

Dans ce répertoire, le gouvernement Michel est à l'aise. Il se met cyniquement, ouvertement au service des riches et des patrons. Bien sur, le PS et le SP.a en profitent pour faire de l'opposition à bon marché. Leurs députés et leurs porte-paroles dénoncent la NV-A qui veut déplafonner les salaires des patrons des entreprises publiques alors que le gouvernement bloque les salaires et allonge la durée du travail.

Mais qu'ont fait les partis socialistes lorsqu'ils étaient au gouvernement ? La même politique ! Depuis 1980, ils ont participé à presque tous les gouvernements qui ont accumulé les mesures d'austérité, démantelé les droits et les lois qui protégeaient un tant soit peu les travailleurs tout en accordant aux patrons et aux actionnaires des aides massives. Toutes les lois qui ont appauvri les pensionnés, bloqué les salaires, exclu des chômeurs, ont été approuvées par leurs ministres. Et si le dégoût que suscite le gouvernement Michel auprès d'une large partie de la population permet aux socialistes de faire partie du prochain gouvernement, ils continueront son travail, comme le gouvernement actuel poursuit celui du gouvernement Di Rupo.

Ce duo d'illusionnistes, entre les partis de gouvernement et ceux de l'opposition, est seulement destiné à camoufler le pouvoir des véritables décideurs de la politique gouvernementale que sont les banques et les grandes entreprises.

Parvenir à résister aux coups des gouvernements et résister à leurs exploiteurs, aux patrons, aux actionnaires, impose aux travailleurs de s'organiser et se préparer à des luttes importantes, car il n'y a que le rapport de force qui fera reculer les ministres et le patronat qui les commande.

Les hauts murs

En plus de ceux qui existent déjà à Calais, le gouvernement britannique envisage la construction d'un mur « à l'israélienne » de 4 mètres de haut, contre les migrants. Trump parle d'un mur semblable le long de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, déjà murée en bonne partie. La Hongrie aussi est occupée à en ériger un contre les migrants à ses frontières. Quant à Israël, son rôle d'avant-poste de l'impérialisme dans la région l'a transformé en un énorme ghetto où la population vit dans la peur, enfermée derrière un mur.

Il est loin le temps où on se réjouissait de voir tomber le mur qui divisait Berlin permettant enfin aux habitants de la RDA de circuler librement. En 27 ans depuis cette date, le monde s'est couvert de murs de plus en plus hauts. Triste bilan !



Un dictateur très fréquentable

La mort d'Islam Karimov, président de l'Ouzbékistan depuis 1991, a permis de lever un peu le voile sur cette ancienne république soviétique. Ce pays d'Asie centrale a un sous-sol très riche en gaz, en pétrole, en or ou en uranium. Il est également un des premiers exportateurs mondiaux de coton. Les ONG dénoncent régulièrement le travail forcé dans les champs pour récolter cet «or blanc ». Pas de quoi dissuader des groupes comme le coréen Daewoo ou l'américain Cargill d'y faire des affaires et des profits.

Ce dictateur qui a réprimé férocement toute opposition a pu compter sur le soutien des États-Unis. En contrepartie, ceux-ci ont eu la possibilité d'utiliser l'Ouzbékistan comme une base arrière pour mener leur sale guerre en Afghanistan.

Face aux intérêts des impérialistes et des affairistes, les populations pauvres ne pèsent pas lourd.

Bourgeois se convertit

Le ministre-président de la Région flamande, Geert Bourgeois, a donné son feu vert à l'exportation d'un lot de viseurs (des pièces qui seront montés sur des armes) vers l'Arabie saoudite.

Il y a quelques mois, il s'était joint aux critiques face à l'exportation scandaleuse d'armes en provenance de Wallonie vers ce pays dont tout le monde sait qu'il soutient Daesh.

Non, Bourgeois n'a pas eu besoin de se convertir… Les dollars, c'est la religion qu'ils partagent tous.

Les sales guerres et ceux qui s'y enrichissent

Médecins du Monde a annoncé son départ du Yémen, pays ravagé par la guerre depuis plus de deux ans. La guerre oppose des milices chiites, les groupes locaux de Daesh et l'armée du gouvernement central soutenue par une coalition arabe menée par l'Arabie Saoudite.

Médecins du Monde estime que 80 % de la population a besoin d'une aide d'urgence mais l'organisation humanitaire n'est plus en mesure de soigner les nombreux blessés civils à cause des attentats, des combats et des raids aériens de la coalition, qui visent ses hôpitaux. Voilà à quoi sont utilisées les armes que la Belgique livre à l'Arabie Saoudite et aux différents Émirats de la région : à semer la mort et à détruire tout un pays !

« L'aide au développement » n'aide pas au développement !

La Belgique est devenue la principale bénéficiaire de sa propre aide au développement. Voilà ce que conclut le dernier rapport du Centre national de coopération au développement. Cela s'explique par le fait que les frais d'accueil des demandeurs d'asile en Belgique font partie du budget de l'aide au développement.

Et alors que l'ONU fixait à 0,7 % la part du revenu national brut qui devrait être consacrée à l'aide aux pays en développement, la Belgique n'y a consacré en 2015 que 0,42% de son revenu.

Et ces « aides » à l'étranger reviennent bien souvent en commandes obligatoires – mais pas forcément utiles (armement, objets de luxe, etc) – aux entreprises belges.

Ce sont toujours les mêmes recettes, aider les patrons à s'enrichir… et pour les pauvres qui fuient la misère et les guerres, on construit des camps et des murs et des barbelés avec des lames de rasoirs ! Une honte !

La fuite en avant, l'arme au poing

Suite à l'agression de deux policières par un forcené à Charleroi cet été, le ministre de l'Intérieur, a donné son accord pour que les policiers gardent leur arme aussi en dehors des heures de service.

Cela n'empêchera en rien le prochain cas d'un jeune – ou moins jeune – de disjoncter, que ce soit avec ou sans la bénédiction d'une organisation terroriste.

Par contre, le prochain policier qui arrivera au bout de ce qu'il a pu supporter, aura une arme en main pour la tourner contre autrui ou contre lui-même.

Non, la police armée 24/24h ne rendra pas cette société plus sure, juste encore plus violente.